

PRODUCTIONS VEGETALES : COORDONNER LES STRATEGIES

par Jean-Pierre MOREAU*

• INRA, Station de Zoologie, route de Saint-Cyr - 78026 VERSAILLES.

Nous sommes entrés dans une conjoncture favorable à une réflexion plurisectorielle sur les méthodes et les résultats de l'ensemble des productions végétales. On le comprend en lisant l'article "Prêt à payer plus cher?", où Ph. GIRARDIN résume les interrogations d'une agriculture européenne taxée de surproduction et d'agression croissante face à l'environnement (1).

La loi du 30 décembre 1988 a officialisé la stratégie dite de l'"agriculture biologique" en lui imposant des cahiers des charges. Malheureusement, ceux-ci ne garantissent pas au consommateur la qualité des produits qu'il achète, et leur obtention et leur transformation ne sont pas forcément sans danger pour l'environnement. Pour ne citer qu'un exemple, un lisier de porc épandu en excès ne saurait remplacer un engrais bien choisi et judicieusement calculé.

Pourtant, aux yeux du public, ce type d'agriculture correspond souvent à la seule alternative à l'agriculture intensive, alors que depuis trente ans, nombreux sont les chercheurs qui ont proposé, sans grand succès il est vrai, d'autres alternatives moins radicales, qui vont de la lutte chimique raisonnée à la production intégrée.

Sous la pression des consommateurs, des productions animales "biologiques" tentent de s'organiser (2). Mais la cohabitation des éleveurs de "bœufs bio" avec leurs voisins céréaliculteurs n'ira peut-être pas sans heurts, comme le laissent entendre les travaux de DAMOUR et CHEVALLIER qui parlent d'intérêts contradictoires des divers secteurs d'activité de cette région (3).

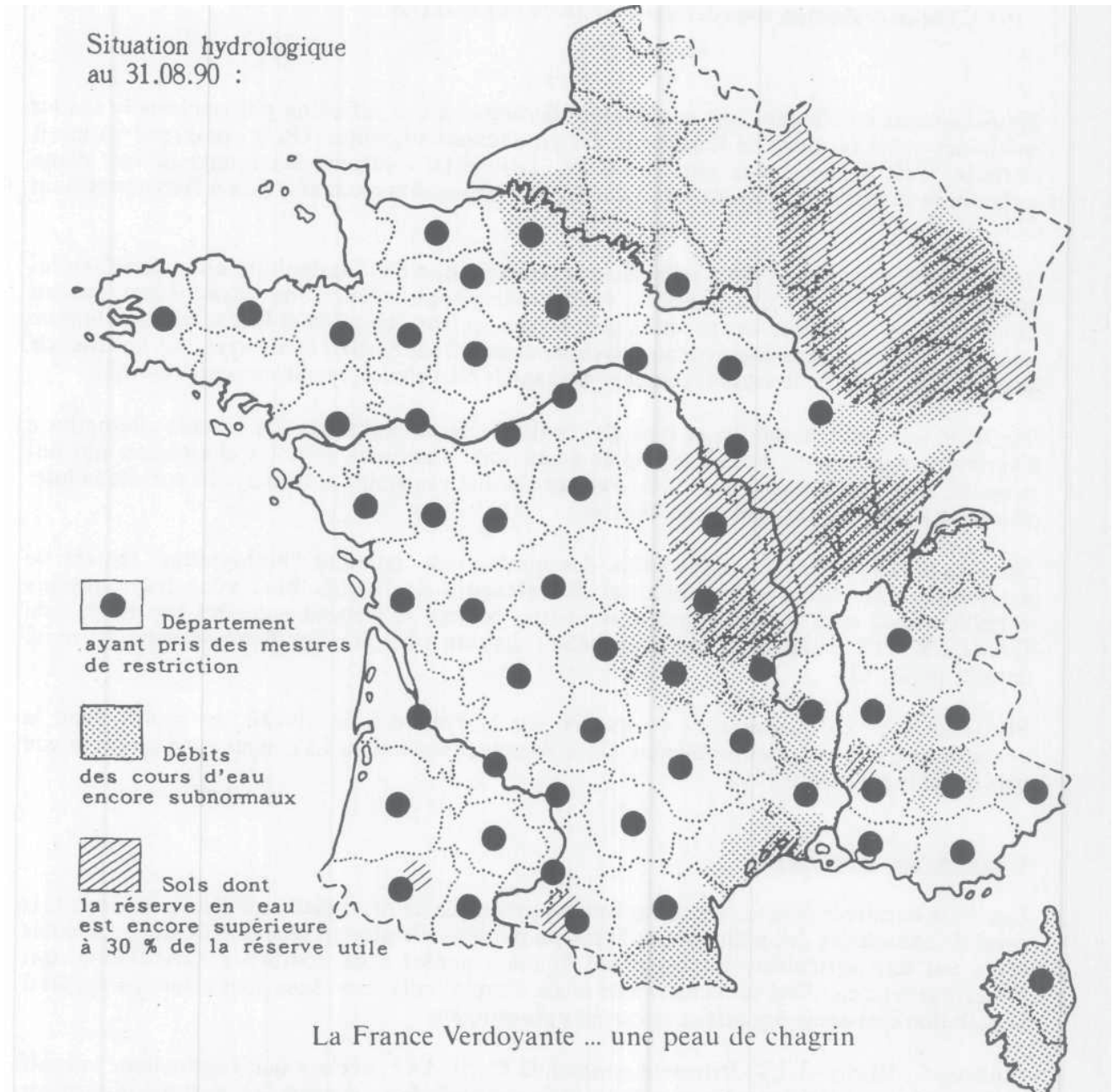
Plusieurs pays européens sont en avance sur la France à ce niveau, au moins dans la connaissance et l'étude des problèmes, sinon dans leur résolution. La concurrence n'en sera que plus difficile à partir de 1992.

Changer de stratégie

Ces deux dernières années, l'accélération des processus de dégradation de l'environnement, la prise de conscience des politiques et l'opinion publique de plus en plus avertie des problèmes créés par une agriculture intensive ont donné à penser à de nombreux agriculteurs, qui s'interrogent aujourd'hui sur la meilleure façon d'exploiter la terre, sans pour autant participer à la pollution croissante des sols et des nappes phréatiques.

Lorsque C. BESNAULT, Directeur général de l'UNCAA*, déclare que l'agriculteur intensif pollue moins que les autres parce qu'il maîtrise son outil de production (4), c'est théoriquement exact, mais uniquement sur le plan de la stricte agronomie, et sans tenir compte des stratégies économiques. En réalité, les anomalies climatiques et tout particulièrement la sécheresse empêchent depuis peu l'exploitant de calculer les taux de ses fumures et de ses herbicides, quand elles ne l'empêchent pas tout simplement d'irriguer (5). Lorsque l'apparition d'une maladie ou d'un ravageur, sortant elle aussi des schémas traditionnels, fait chuter les rendements ou oblige même au remplacement de la culture par une autre, la proportion d'intrants perdus augmente encore.

Comme l'étudié l'ITCF* dans ses micro-fermes à quatre niveaux d'intensification, il est sans doute possible à la fois de conserver l'essentiel des marges bénéficiaires et de diminuer les intrants, tout en garantissant et en améliorant la qualité, en diversifiant les produits et en compensant par de la valeur ajoutée. Mais pour cela, il va être nécessaire d'appliquer des stratégies à la fois contractuelles et circonstancielles.



Réconcilier les diverses agricultures

Le respect des préconisations et des avertissements du Service de la Protection des Végétaux devrait servir de base à ces stratégies modulables. Il faut avouer que ces conseils sont insuffisamment suivis en grande culture, car le plus souvent occultés par la filière "Semences-Phyto-Coopératives", dominante sur le terrain. Les Chambres d'Agriculture et autres CETA* ont abandonné les questions que pose l'application pratique. L'INRA, dont la diversification, nécessaire à sa richesse et à sa souplesse théorique, limite les initiatives, est de

plus en plus absent sur le terrain. En revanche les Instituts techniques ont su peu à peu se rendre indispensables, et leur compétence est indiscutable dans les principaux créneaux, même si elle reste insuffisante dans certains secteurs, comme l'entomologie agricole par exemple, où ils comptaient sur un soutien plus concret de l'INRA. Dans quelques situations particulières, l'ACTA* a pris le relais de l'Institut pour rassembler les bonnes volontés et les spécialités, et de son côté, l'ANPP* cherche à en faire autant.

Il serait injuste d'écarter de la coordination le secteur privé, dont la pertinence est parfois plus grande que celle du secteur public. Il est évident qu'il ne faut pas pour autant lui laisser l'entière initiative des stratégies, car les données commerciales du problème ne prennent pas suffisamment en compte les intérêts communs du producteur, du consommateur et de l'environnement.

Je souhaiterais pour ma part que l'on réunisse dans une démarche commune les organismes publics et privés chargés du conseil et de la surveillance en production végétale. L'objectif serait de mettre en place, dans un délai de deux à trois ans, des réseaux d'agriculteurs volontaires pour une gestion contractuelle à tous les niveaux d'intensification (ou d'extensification), de façon à leur proposer d'autres choix que l'"astreinte sans assistance" ou le "productivisme à tout prix"»

* UNCAA: Union Nationale des Coopératives Agricoles d'Approvisionnement. ITCF: Institut Technique des Céréales et des Fourrages. CETA: Centre d'Etudes Techniques Agricoles, ACTA: Association de Coordination Technique Agricole, ANPP: Association Nationale de Protection des Plantes.

Références

- (1) *Naturopa*, n°63, 1989, pp.26-27.
- (2) "Une expérience pilote à Rochefort", in *Ouest-France*, 27 avril 1990.
- (3) "L'eau et la valorisation agricole des marais de l'Ouest", Conférence au Palais de la Découverte, 26 avril 1990.
- (4) in *Le Nouvel Agriculteur*, 20 avril 1990, p. 12.
- (5) "Sécheresse 1990 - Bulletin de situation hydrologique au 5.09.90." Mission interministérielle de l'eau.

